

AVEC PHILIPPE POUTOU, FAIRE ENTENDRE LE RAS-LE-BOL CONTRE MACRON

Il était difficile de savoir, à l'avance, à quoi ressemblerait le « convoi de la liberté » qui s'est rendu à Paris vendredi et samedi derniers. Avec un mélange de revendications sociales (pouvoir d'achat, services publics, inégalités...), d'opposition aux mesures sanitaires autoritaires mais aussi des slogans flous autour de la « liberté » et, parfois, une opposition assumée à la vaccination, les « convois de la liberté » ont exprimé des dynamiques contradictoires. Mais le moins que l'on puisse dire est que la réponse du gouvernement a été limpide : interdictions, intimidation et répression.

BRUTALITÉ DU POUVOIR

Manifestation interdite à Paris, 7 200 policiers et gendarmes déployés, des dizaines de barrages routiers, des véhicules blindés autour des Champs-Élysées : on se serait cru revenu en arrière de quelques années, au plus fort du mouvement des Gilets jaunes, lorsque, chaque week-end, le pouvoir tentait, par des démonstrations de force, de faire taire la contestation sociale. Des dizaines d'interpellations ont été recensées le 12 février, dont celle de Jérôme Rodrigues, figure des Gilets jaunes, poursuivi pour « organisation d'une manifestation non autorisée », et plus de 300 personnes ont été verbalisées pour « participation à une manifestation non autorisée ».



Une fois de plus, le pouvoir a fait le choix de mépriser, délégitimer et réprimer la contestation. Dire cela n'est pas exprimer un soutien inconditionnel à celles et ceux qui ont participé aux « convois de la liberté » et à l'ensemble de leurs revendications, a fortiori dans la mesure où la présence de courants antivax et

complotistes d'extrême droite était notable dans certains endroits. Mais il n'en demeure pas moins que la réponse préventive brutale du pouvoir est un indicateur de l'air du temps : Macron et compagnie redoutent une explosion sociale de type « Gilets jaunes » pendant la campagne électorale. Et c'est sans doute pour les mêmes raisons qu'ils ne veulent pas d'un débat où serait présent Philippe Poutou...

BOUSCULER LA CAMPAGNE

Et le moins que l'on puisse dire est qu'ils ont raison. Après cinq ans de politiques antisociales, d'accroissement des inégalités, de mépris pour « ceux qui ne sont rien », de restriction des libertés individuelles et collectives, sans même parler de la gestion catastrophique de la crise sanitaire, la colère est là. Et on sent bien qu'il ne suffirait pas forcément de grand chose pour que le ras-le-bol de Macron et de ses politiques pour les riches s'exprime, y compris pendant la période électorale. Nous le souhaitons, et ce serait même probablement le meilleur moyen de changer le climat global réactionnaire, raciste, comme on a pu le voir en janvier avec les mobilisations des personnels de l'éducation qui ont, pendant quelques jours, été une véritable bouffée d'oxygène.

C'est pourquoi, pour le NPA et son candidat Philippe Poutou, la campagne présidentielle n'est pas une parenthèse pour les luttes. Les élections sont un moment politique dont il s'agit de se saisir pour bousculer le train-train des partis institutionnels et pour faire entendre une autre voix que celle du bla-bla des politiciens professionnels : la voix de celles et ceux qui luttent, qui refusent de se résigner à l'ordre des choses, et qui veulent le faire savoir y compris dans les urnes. Pour chambouler la présidentielle et défendre la nécessité d'imposer un pouvoir d'en bas, de celles et ceux qui produisent les richesses et font tourner la société, les exploités et les opprimés, pour en finir avec le capitalisme et son personnel politique.

Le 16 février 2022